

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2809 - MERCREDI 11 JANVIER 2017

## COOPÉRATION

Wang Yi : «Aider le Congo  
à devenir un centre de  
production industrielle»

Wang Yi et Jean-Claude Gakosso

En visite officielle à Brazzaville, une des destinations de sa tournée africaine, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi a, au cours d'une conférence de presse conjointe avec son homologue congolais, Jean Claude Gakosso, exprimé la volonté de son pays de renforcer sa coopération avec le Congo par la mise en œuvre effective de la Zone économique spéciale de Pointe Noire.

Le chef de la diplomatie chinoise a proposé, outre la promotion des opérations économique et financière,

de nouvelles pistes de coopération visant à faire du Congo un centre de production industrielle à travers la transformation sur place de ses ressources naturelles.

« ... Il s'agit de travailler de concert pour aider le Congo à devenir un centre de production industrielle, à transformer les ressources naturelles du pays en des acquis de coopération économique entre les deux parties », a déclaré Wang Yi.

Page 3

## FORCE PUBLIQUE

Les résultats des élèves gendarmes  
en deçà des attentes

Le commandant de la gendarmerie nationale, le général Paul Victor Moigny, qui a effectué une visite hier sur le site de formation des élèves gendarmes de la 12<sup>e</sup> promotion, près de Kintélé, a mis en garde ces apprenants dont les résultats sont jusque-là en dessous de la moyenne.

Au terme des six premiers mois de formation commune de base à Ewo, dans le département de la Cuvette-Ouest, le compte rendu du commandement de l'Ecole de la gendarmerie nationale, renseigne que sur 1350 stagiaires, environ 400 ont obtenu une moyenne supérieure ou égale à 12/20 lors de l'objectif n°1. S'agissant de l'objectif n°2, environ 600 élèves avaient atteint cette moyenne. Page 6



Des élèves gendarmes

## EXPOSITION UNIVERSELLE D'ASTANA

Le Congo veut se faire  
remarquer au Kazakhstan

Dans la perspective de la participation du Congo à l'exposition d'Astana au Kazakhstan prévue en juin prochain, la commission préparatoire placée sous la tutelle du ministre du Commerce extérieur, Landry Euloge Kolélas, a amorcé les préparatifs pour une meilleure visibilité du pays à cette rencontre internationale.

Devant ses attentes, la Commission préparatoire de l'exposition multisectorielle a lancé officiellement mardi les travaux prépara-

toires destinés à tout mettre en œuvre pour une représentation digne du Congo à ces assises. « Cette rencontre sera aussi l'occasion pour le Congo de renforcer sa coopération commerciale non seulement avec le Kazakhstan mais également avec d'autres pays qui prendront part à ces assises. Notre pays saisira cette opportunité pour promouvoir les produits et services made in Congo », a indiqué le ministre.

Page 3

## JUSTICE

André Okombi Salissa  
arrêté par les services  
de sécurité

L'ancien ministre et député de Lékana, dans le département des Plateaux, André Okombi Salissa, a été arrêté par les services de sécurité aux premières heures de mardi 10 janvier, dans la périphérie nord de Brazzaville. Il serait incarcéré dans les locaux de la Direction générale de la surveillance du territoire.

Dans un communiqué de presse, la police confirme les faits indiquant notamment que l'interpellation de ce dernier « s'est faite sans violence et qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une enquête flagrante dirigée contre lui, relative à l'atteinte à la surêté intérieure de l'Etat » et ajoute « les actes accomplis sont conformes au code de procédure pénale et que l'intéressé sera présenté



devant les instances de jugement conformément à la réglementation en vigueur».

Page 3

## ECHOS DE LA CAN/GABON 2017

Le Togo sans les binationaux  
de renom au Gabon

Dernier qualifié pour cette CAN 2017, le Togo retrouve cette compétition quatre ans après son quart de finale de 2013, sans certains ténors pourtant annoncés par son sélectionneur national, Claude Le Roy.

Les éperviers du Togo auront fort à faire pour figurer parmi

les meilleurs du groupe C composé de la Côte d'Ivoire, de la RD Congo et du Maroc.

Page 16

ÉDITORIAL  
Adieu !

Page 2

## ÉDITORIAL

## Adieu !

Dans une semaine très exactement le premier président noir des Etats-Unis d'Amérique remettra les clés de la Maison Blanche à son successeur, Donald Trump, et ouvrira du même coup une nouvelle page de son histoire personnelle. Une page qui, soyons en certain, le verra porter sur les cinq continents et par les voies les plus diverses le message d'ouverture, de fraternité, de solidarité sociale, d'égalité entre les races qui aura marqué son long passage au plus haut niveau de l'Etat le plus puissant de la planète.

Alors que s'achève ce parcours hors normes ce n'est que justice de rendre hommage à cet homme dont le double mandat n'a pas été sans faute, mais qui a mis toute son énergie à corriger les défauts d'une société ultra-capitaliste que domine le culte égoïste de l'argent. Et l'on peut être certain que le nouveau locataire de la Maison Blanche, même s'il paraît aujourd'hui s'engager sur la voie contraire en s'entourant d'hommes et de femmes apparemment peu soucieux de rendre la société américaine plus égalitaire, sera contraint de poursuivre la marche vers le progrès social engagée par son prédécesseur.

Barack Obama l'a dit et répété à juste titre hier dans son dernier discours, prononcé à Chicago, les Américains aspirent dans leur grande majorité à une société plus juste, plus équitable, moins matérialiste, plus respectueuse de la nature. Même s'ils sont convaincus que leur puissance présente résulte pour une large part de l'individualisme, de la recherche du profit personnel et du culte de l'argent qui ont marqué les décennies précédentes, ils sont de plus en plus conscients que le progrès d'une nation se construit sur la solidarité. Et cette réalité là les nouveaux dirigeants du pays ne pourront ni la combattre, ni la contourner.

Alors qu'ils s'apprentent à quitter la Maison Blanche, Michèle et Barack Obama peuvent donc être fiers d'avoir projeté des Etats-Unis l'image d'une nation qui prend conscience lentement mais sûrement des réalités du monde moderne. Après eux, même si les apparences donnent à penser le contraire, rien ne sera plus comme avant.

Disons donc adieu et merci à ce couple qui sut concilier pouvoir et humanisme.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## SÉNAT

## Quarante- six projets de lois adoptés en 2016



André Obami-Itou saluant Philomène Fouty Soungou (Adiac)

A la faveur de la cérémonie d'échange de vœux, la première secrétaire du Sénat, Philomène Fouty Soungou a annoncé qu'au cours de l'année 2016, les sénateurs ont examiné quarante-six projets et deux propositions de lois.

Selon elle, l'année qui vient de s'achever a été très riche sur le plan de la production parlementaire et celle qui vient de commencer recèle des enjeux et des défis, eu égard, a-t-elle relevé, aux contraintes financières.

Prenant la parole à son tour, le président du Sénat, André Obami-Itou, a indiqué que le travail assidu et acharné constitue le seul moyen de conjurer les incer-

titudes socio-économiques marquant l'année qui vient de commencer.

« L'année 2017, est une année électorale avec les législatives, les locales et les sénatoriales. Dans ce cadre, notre souhait le plus ardent est que ces échéances électorales se déroulent dans la paix et la sécurité », a-t-il déclaré.

Au cours de cette nouvelle année, a-t-il renchéri, malgré l'amenuisement des ressources budgétaires de l'institution, le Sénat va s'atteler à : assurer son fonctionnement normal ; poursuivre l'assistance médicale des sénateurs ; déployer des rapporteurs spéciaux pour la poursuite du contrôle de l'action

gouvernementale et améliorer les conditions de travail des commissions permanentes et des collaborateurs.

André Obami-Itou a invité, à cet effet, les sénateurs et autres collaborateurs à interioriser les orientations du président de la République contenues dans son message de vœux du 31 décembre 2016, à savoir : « 2017, sera de ce fait, l'année de la rigueur et de la vérité. Rigueur et vérité pour l'adoption des mesures économiques plus fortes, susceptibles d'accélérer la mise en œuvre, sans atermoiement, des réformes portées par la marche vers le développement ».

*Roger Ngombé*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Martial Mombongo  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngonzo

## TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante : Sylvia Adhass

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Chef de production : François Diatoulou Mayola  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## COOPÉRATION

# La Chine réitère son soutien à la réalisation de la zone économique spéciale de Pointe-Noire

Les gouvernements congolais et chinois ont réitéré leur volonté de concrétiser la zone économique spéciale de Pointe-Noire, l'un des projets les plus importants de leur coopération. Les deux parties ont réaffirmé cette ambition à la faveur de la visite officielle que le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a effectuée à Brazzaville le 10 janvier.

Lors d'une conférence de presse conjointe, le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, et son homologue chinois ont assuré que ce projet va démarrer dans de meilleurs délais. C'était à l'issue de leur rencontre à laquelle participait le ministre des Zones économiques spéciales, Alain Akouala Atipault et le ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux, Jean-Jacques Bouya.

« Au cours de l'entretien, j'ai proposé une piste de coopération pour la période à venir, notamment développer la zone économique spéciale de Pointe-Noire pour en faire un projet pilote de la coopération en matière de capacité de production industrielle », a expliqué le ministre chinois. « Il s'agit de travailler pour aider le Congo à devenir un centre de production industrielle (...), à transformer les ressources naturelles du Congo en des acquis de coopération économique entre nos deux pays », a précisé Wang Yi. Jean-Claude Gakosso a, pour



Séance de travail des deux délégations (Crédit photo Adiac)

sa part, indiqué que le ministre chinois des Affaires étrangères était venu réitérer le soutien de son pays à ce projet qui sera probablement réalisé en 2017. « Début juin, nous allons démarrer les travaux de ce projet emblématique de la zone économique spéciale qui a vocation de faire du Congo un hub économique dans la sous-région »,

a indiqué le ministre, précisant que des projets de loi y relatifs seront présentés dès que possible au Parlement.

Le ministre s'est réjoui de l'excellence des relations entre la Chine et le Congo, qui se sont

d'investissements affluer qu'au cours de ces dernières années », a souligné Jean-Claude Gakosso.

Fort des belles perspectives existant entre les deux parties, le chef de la diplomatie congolaise

Wang Yi a, en outre, affirmé que son pays et le Congo vont développer une coopération financière. « Nous espérons explorer les possibilités dans la coopération sino-congolaise. La Chine espère aussi promouvoir le règlement en monnaie nationale, notamment dans les opérations économiques et financières entre les deux pays », a-t-il fait savoir.

En ce qui concerne la coopération diplomatique, les délégations chinoise et congolaise se sont réjoui de la « parfaite convergence de leurs vues » sur diverses questions. Elles se sont singulièrement accordées pour développer leur partenariat en matière de coordination dans les affaires internationales et régionales afin de préserver leurs intérêts communs ainsi que les intérêts et autres droits des pays en développement. C'est le cas de la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi que la souveraineté sur la mer de Chine et de bien d'autres. Après les échanges entre les deux délégations, le ministre chinois des Affaires étrangères, dont la visite s'achève aujourd'hui, a été reçu en fin d'après-midi par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Nestor N'Gampoula  
et Josiane Mambou Loukoula

## EXPOSITION UNIVERSELLE D'ASTANA

## Le Congo invité à y prendre part



Le ministre du Commerce (au centre) à l'ouverture des travaux de la commission. (crédit photo adiac)

Dans le cadre de cette grande rencontre internationale, prévue du 10 juin au 10 septembre 2017, à Astana au Kazakhstan (Asie centrale), la commission préparatoire pour le compte de la République du Congo, a lancé officiellement ses travaux. Tel est l'objet de la réunion interministérielle convoquée par le ministre du Commerce extérieur et de la consommation, Landry Euloge Kolélas, le 10 janvier à la Chambre de commerce de Brazzaville.

« Je demande aux membres de la commission de s'appliquer dans le travail pour que notre pays soit dignement représenté à cette rencontre », a indiqué le ministre du Commerce extérieur.

Le commissaire général qui se chargera du pavillon Congo, Basile Obongui a, pour sa part, relevé que cet événement portant sur le thème : « Energie du futur, action pour la durabilité mondiale » a pour objectif de promouvoir les énergies renouvelables et les technologies.

« Il est question d'attirer l'attention du monde sur les questions énergétiques. Cette rencontre sera aussi l'occasion pour le Congo de renforcer sa coopération commerciale non seulement avec le Kazakhstan mais également avec d'autres pays qui prendront part à ces assises. Notre pays saisira cette opportunité pour promouvoir les produits et services made in Congo », a-t-il conclu.

Lopelle Mboussa Gassia

## JUSTICE

## André Okombi Salissa arrêté à Brazzaville

L'ancien ministre et député de Lékana, dans les Plateaux, André Okombi Salissa, a été arrêté par les services de sécurité aux premières heures, mardi 10 janvier, dans la périphérie nord de Brazzaville. Il est incarcéré dans les locaux de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST).

Dans un communiqué de presse, la police confirme les faits indiquant notamment que l'interpellation de ce dernier « s'est faite sans violence et qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une enquête flagrante dirigée contre lui, relative à l'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat » et ajoute « les actes accomplis sont conformes au code de procédure pénale et que l'intéressé sera présenté devant les instances de jugement conformément à la réglementation en vigueur ».

Depuis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 20 mars 2016, l'opposant André Okombi Salissa, candidat malheureux à ce scrutin, vivait dans la clandestinité à Brazzaville. Son éclipse brutale et inattendue de la scène politique congolaise nourrissait, après cette échéance électorale, des conversations dans



André Okombi Salissa

le pays. Plusieurs sources affirmaient qu'il serait sorti du territoire national.

Sa dernière intervention publique sur la Radio France internationale datait d'un jour après que le procureur de la République, André Gakala-Oko a présenté au public des armes supposées être retrouvées au domicile de l'une de ses épouses la nommée Gisèle Ngoma. Un mandat d'arrêt avait été alors lancé contre lui et ses complices. Le procureur de la République, André Gakala Oko avait sollicité par écrit, le 24 décembre,

à l'Assemblée nationale de lever son immunité parlementaire afin qu'il soit jugé pour « atteinte à la sûreté de l'Etat et détention illégale d'armes et munitions de guerre ».

Pendant que la requête est en cours d'examen sur la table de l'Assemblée nationale, les services de sécurité ont agi en exécution des instructions du procureur de la République. « De plus amples informations seront communiquées ultérieurement », conclut le communiqué de la police.

Les Dépêches de Brazzaville

## Caisse nationale de sécurité sociale

### Message de vœux à Son Excellence Monsieur le président de la République

Monsieur le président de la République,

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), maillon indispensable de la chaîne de solidarité de notre pays, accomplit de manière régulière sa mission de paiement des prestations sociales aux assurés relevant du code du travail.

Dans le souci d'assurer le bien-être de tous les Congolais, vous avez, Monsieur le président de la République, depuis le 15 juillet 2011, fait adopter une politique de «redéfinition du socle national de protection sociale».

Conformément à cette vision clairement définie, des réformes sont en chantier.

Elles se caractérisent principalement par l'extension de la protection sociale à de nouvelles couches de la population. À terme, avec l'instauration de l'assurance maladie universelle, les populations seront mises à l'abri de toute sorte de vulnérabilité pouvant entraver leurs capacités de production et compromettre le dynamisme du pays.

Cette vision constitue à la fois un véritable challenge et une source de motivation pour les agents de notre organisme qui sont, plus que jamais, décidés à s'investir pour l'accomplir.

Au regard des jalons posés au cours des précédentes années, 2017 s'annonce pleine de défis à relever pour conduire notre sécurité sociale dans l'ère de la modernité.

Aussi, à l'orée de cette nouvelle année, tous les travailleurs de la Caisse nationale de sécurité sociale se joignent à moi pour vous souhaiter leurs vœux de bonne santé et de réussite dans l'œuvre exaltante de reconstruction de l'espérance sociale.

À Brazzaville, le 5 janvier 2017

Le Directeur Général,

  
Evariste ONDONGO



### EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC A L'EPARGNE DE L'ETAT DU CONGO « EOCG 6,50% NET 2016-2021 »

#### COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Etat du Congo représenté par le Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public porte à la connaissance de la communauté des investisseurs locaux et internationaux, le résultat ci-après de l'opération d'emprunt obligataire par appel public à l'épargne de la République du Congo dénommée « EOCG 6,50% net 2016-2021 ». Pour rappel, cette opération a été enregistrée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) sous le numéro COSUMAF-APE-03/16 suivant la décision N°2016-08 du 5 décembre 2016.

Au terme de la séance de dépouillement qui s'est tenue le mercredi 28 décembre 2016 suite à la clôture de la période de souscription, les statistiques ont formellement établi que l'emprunt a été sursouscrit à hauteur de 28,20%. En effet, cette première émission d'emprunt obligataire de l'Etat du Congo a permis de mobiliser sur le marché financier régional la somme de 192,304 milliards FCFA, contre 150 milliards FCFA initialement sollicités.

Sur la base de l'autorisation octroyée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) de procéder à une allocation intégrale des titres sollicités, la Communauté des investisseurs locaux et internationaux est donc informée que toutes les personnes phy-

siques et morales ont bénéficié de l'intégralité des quantités de titres auxquelles elles avaient souscrit.

Cette augmentation du montant de l'opération qui respecte le plafond d'émission des titres publics fixé par la Loi des Finances 2016 de l'Etat du Congo, permettra à l'Emetteur de poursuivre de façon significative le programme d'investissement public de l'Etat actuellement en cours d'exécution.

La date de jouissance de cet emprunt de l'Etat du Congo est fixée au 28 décembre 2016. Chaque souscripteur devra prendre attache avec la Société de Bourse (SDB) auprès de laquelle il a souscrit pour de plus amples informations.

Le Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public

  
Le Ministre  
Calixte NGANONGO



## SÉCURITÉ SOCIALE

## Encourager les jeunes fonctionnaires à adhérer à la Mugef

Le président national de la Mutuelle générale de la Fetrasseic (Mugef), Abraham Angossina a indiqué le 9 janvier, dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville que la campagne d'adhésion initiée par sa structure vise à relever le niveau des recettes, pour permettre à la nouvelle équipe dirigeante de mieux faire face aux différentes prestations sociales. L'opération figure parmi les missions assignées à la nouvelle équipe dirigeante de la Mugef, élue en octobre dernier à l'issue d'une assemblée générale.

**Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : La Mugef venait de tenir dernièrement son assemblée générale nationale, à l'issue de laquelle vous avez été porté à la tête de cette structure. Comment êtes-vous senti après votre élection ?**

**Abraham Angossina (A.A) :**

Je me suis senti comme mis à l'évidence ou devant une très lourde responsabilité d'une Mugef dépouillée de ses adhérents à cause des départs massifs à la retraite.

**LDB : Au cours de cette assemblée générale, plusieurs missions vous ont été confiées. Pouvez-vous nous les énumérer ?**

**A.A :** Mener une forte campagne d'adhésion pour relever le niveau des recettes de la Mugef, former

les animateurs afin de leur faire acquérir les capacités managériales des hommes et de notre patrimoine ; payer les prestations toutes catégories confondues et respecter les anciens et nouveaux mutualistes.

**LDB : De toutes ces tâches quelles sont les plus prioritaires ?**

**A.A :** Toutes les missions qui nous ont été prescrites par l'assemblée générale sont importantes. Mais il sied de savoir que pour répondre au paiement des prestations il faut avoir de l'argent mais notre source de revenus ne repose que sur les cotisations statutaires.

**LDB : Quelles sont les stratégies mises en place pour l'exécution de ces tâches ?**

**A.A :** Nous devons mettre tout le



Abraham Angossina, président national de la Mugef (adnac)

monde en campagne. Il s'agit des membres de la direction nationale de la Mugef, des salariés ; des membres du conseil d'administration ; des commissions locales de gestion de sections et de sous-sections. Ces responsables doivent au bout de trois mois apporter au moins trois adhésions. Le point de cette activité se fera le 15 du quatrième mois. D'autre part, le président

du conseil d'administration a pris une décision dont le but est d'encourager toute personne qui apporterait des adhésions à la Mugef, à raison de 5000 francs CFA la fiche. D'autre part, nous allons procéder au lancement d'une opération de rattrapage des cotisations non retenues en novembre et décembre 2014, puis janvier et février 2015. Cette opération s'effectuera de février à mai 2017.

**LDB : Au regard des départs massifs à la retraite et les clameurs qui suivent, quels efforts déployés- vous tant soit peu pour remonter le moral de ceux qui attendent le paiement de leur prestation ?**

**A.A :** Il ne faut pas perdre espoir là où il y a des hommes, il faut le courage de prendre des décisions salvatrices avec des hommes capables de vous suivre. Si j'ai des hommes décidés à relever le défi, nous pourrions y parvenir. Il ne faut pas avoir avec soi des gens dont la mission est de mettre du sable dans la machine. Il y a aussi à comprendre que les

autres qui attendent, pour le bon nombre sont en difficultés, il leur est dû un langage rassurant et non celui de la frustration ou de la calomnie.

**LDB : Quel est votre mot de la fin ?**

**A.A :** Les anciens mutualistes doivent nous soutenir, car la Mugef est un instrument de solidarité et d'entraide, elle mène, dans l'intérêt de ses membres, des actions d'assistance et d'aide. Faire autrement serait ne pas respecter cet engagement. Ensuite, j'invite les jeunes à adhérer à la Mugef, car la difficulté que nous connaissons présentement n'est ni structurelle, ni organisationnelle mais conjoncturelle et elle pourra être relevée quand l'Etat va reprendre les intégrations à la fonction publique. Ce sont les jeunes qui doivent cotiser pour ceux qui partent à la retraite, ainsi la roue continuera sa course vers l'avant. La Mugef est la mutuelle la mieux organisée, la mieux administrée et la mieux gérée au Congo.

Propos recueillis par L.G.O.

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DU CONGO

ÉDITION INTERNATIONALE

www.lesdepêchesdebrazzaville.fr | www.adnac-congo.com

RETROUVEZ VOTRE ÉDITION INTERNATIONALE

Brazzaville Kinshasa

DISPONIBLES À PARIS

OÙ TROUVER VOTRE QUOTIDIEN ?

- Kiosque Place Clichy (face Quick) au 7, Place de Clichy 75017 Paris
- Kiosque Ménilmontant au 139, bd de Ménilmontant 75011 Paris
- Kiosque face au Fouquet's 99, av. des Champs Élysées 75008 Paris
- Kiosque Porte de Clignancourt au 77, bd d'Ornano 75018 Paris
- Kiosque au 27 avenue Hoche 75008 Paris
- Kiosque sortie métro Barbès Rochechouart 75010 Paris

Abonnez-vous par mail : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

## PERSONNE HANDICAPÉE

## Hugues Boukélé souhaite la vulgarisation du braille au Congo

Le président de l'Union des jeunes aveugles et handicapés visuels du Congo (Ujahvc), Hugues Boukélé, a émis le vœu au gouvernement de vulgariser l'écriture braille dans un entretien accordé le 6 janvier, aux Dépêches de Brazzaville, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale du Braille commémorée le 4 janvier dans le monde

Hugues Boukélé a expliqué que le braille est une écriture qui donne l'avantage aux personnes aveugles de s'exprimer en langue française et de lire les textes qui leur sont présentés. Il est constitué de six points saillants. Au Congo, poursuit-il, cette écriture n'est pas encore vulgarisée. Le seul institut des aveugles du Congo qui dispense des enseignements sur cette écriture est confronté aux problèmes de fonctionnement, d'hébergement, de transport, de financement, de matériel didactique et de vieillissement des enseignants. « Beaucoup d'aveugles sont à l'intérieur du pays, ils ne connaissent pas cette écriture et ne pourront pas aussi venir à Brazzaville pour l'apprendre, faute de conditions d'accueil à l'institut. L'école des aveugles doit s'ouvrir à tous les enfants afin de rendre accessible le braille », a-t-il indiqué. Abordant la question de l'école inclusive, le président de l'Ujahvc a expliqué que l'Etat connaît un problème dans son système édu-



Hugues Boukélé (crédit adnac)

catif. L'intégration des aveugles dans les écoles ordinaires nécessite une formation du personnel enseignant et des traducteurs pour les sourds. Hugues Boukélé a déclaré : « une école inclusive est une école qui tient compte des difficultés d'apprentissage de chacun, qui adapte son enseignement à chacun, une école ouverte à la différence. C'est aussi une école qui permet la scolarisation des élèves porteurs de handicap de manière réglementée et non sauvage, en concertation avec tous les partenaires, afin d'assurer une scolarité pensée et réussie ». Notons que la journée internatio-

nale du braille célébrée chaque année le 4 janvier a été décrétée en 2001. C'est la date de naissance du Français Louis Braille, l'inventeur de l'écriture braille. Elle peut s'écrire à la main avec une tablette spéciale et un poinçon. Le braille se lit de gauche à droite, en se servant des deux mains. Chaque cellule braille offre soixante-trois combinaisons potentielles. C'est suffisant pour représenter l'ensemble des lettres et signes de ponctuation de la plupart des langues. Pour les chiffres et les symboles mathématiques ou scientifiques, on associe des lettres à des signes spéciaux.

Lydie Gisèle Oko

## GENDARMERIE NATIONALE

## 1350 élèves stagiaires entament le dernier virage de leur formation

Le commandant de la gendarmerie nationale, le général de brigade Paul Victor Moigny, qui a effectué une visite le 10 janvier sur le site de formation, situé non loin du complexe sportif la Concorde de Kintélé, a mis en garde les 1350 élèves stagiaires de la 12<sup>e</sup> promotion dont le travail abattu jusque-là est en dessous de la moyenne.

Après six mois de formation commune de base à Ewo, dans le département de la Cuvette-Ouest, les élèves gendarmes amorcent bientôt la dernière étape de la formation professionnelle à Brazzaville. A quelques jours de l'entame de cette nouvelle étape qui durera trois mois, le commandement est déçu du travail des apprenants. En effet, selon le compte rendu du commandement de l'École de la gendarmerie nationale, sur les 1350 élèves stagiaires casernés, environ 400 ont obtenu une moyenne de plus ou égale à 12/20 lors de l'objectif n°1. S'agissant de l'objectif n°2, environ 600 élèves avaient une moyenne supérieure ou égale à 12/20. « Ces résultats rendus ne m'ont pas donné une entière satisfaction dans leur ensemble parce que j'ai d'abord commencé par comparer avec ceux du premier RVO 1. Je voudrais vous rappeler à cet effet, que pour votre autorisation de

port d'insignes de grade de gendarme, vous devez obligatoirement avoir la moyenne de 12/20. Ceux qui



Les élèves gendarmes suivant le message du général de brigade Paul Victor Moigny ; crédit photo Adiac

n'auront pas au moins cette moyenne, ils ne porteront pas le grade de gendarme (maréchal de logis) », a mis en garde le général Paul Victor Moigny.

### La réussite passe par la discipline

Le commandant de la gendarmerie nationale a, par ailleurs, invité les élèves gendarmes à la prise de conscience individuelle, à la discipline et au travail bien fait afin de rendre à la République ce qu'elle attend

tats. « Vous avez 45 jours pour vous préparer pour que je vous juge au prochain objectif. Pour bien travailler, il y a un facteur fondamental que vous devez observer : la discipline. Nombreux d'entre vous ne sont pas disciplinés, ils

c'est strictement interdit », a critiqué Paul Victor Moigny. Rappelons que ces élèves gendarmes de la 12<sup>e</sup> promotion sont en formation depuis fin janvier 2016. Dans le cadre de la formation professionnelle qui se déroule actuellement à Kintélé, les

d'eux. Il leur a demandé également de mettre à profit les 90 jours de formation professionnelle restants pour s'amender et renforcer leurs capacités afin d'obtenir des bons résultats.

déambulent dans les rues avec la tenue alors que si vous êtes en permission vous devez être en civil. Certains s'installent dans les bars en tenue alors que

1350 jeunes sont placés sous la direction du commandant Serge Copell Mpieré. Ils sont divisés en trois sous-groupements.

Parfait Wilfried Douniama

## VISION 4

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

# 24H/24

**Canal 304**  
**DU BOUQUET CANAL +**

**Situé a l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)**  
**CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49**

27<sup>e</sup> SOMMET AFRIQUE-FRANCE

## À Bamako plusieurs forums réclament la prise en compte des intérêts des populations africaines

**Bamako (Mali) va accueillir du 13 au 14 janvier, le 27<sup>e</sup> sommet France-Afrique, le dernier du président français François Hollande, qui a initié l'opération Serval, il y a quatre ans. Une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, des grands acteurs internationaux y sont attendus. Ce sommet est placé sous le signe de la paix et la sécurité.**

En amont du sommet, plusieurs rencontres se tiennent dans le pays: le forum Genre et développement en décembre 2016; la 12<sup>e</sup> édition du forum des peuples du Mali (7&8 janvier); la plateforme des organisations de la société civile organise (10 au 12 janvier) à Bamako, pour exiger la prise en compte des intérêts vitaux des pays, avant des discussions politiques.

**Le forum Genre et Développement**

La rencontre a réuni les acteurs du développement et de l'entrepreneuriat dans le secteur de l'agro-business. Ils se sont penchés sur le thème « l'entrepreneuriat féminin dans le domaine de l'agro-business – comment développer l'agro-business, clé de l'émergence de l'Afrique ? ». Les échanges ont offert des opportunités à saisir aux femmes, jeunes, opérateurs économiques et élus. Des réflexions ont été menées notamment sur les outils d'une

autonomisation socio-économique effective des femmes; l'impact de l'environnement et des facteurs climatiques sur les activités agricoles des femmes entrepreneures; l'accès de la femme à la propriété foncière; la prise en compte du rôle de la femme entrepreneure dans la réalisation des ODD; le renforcement des capacités managériales des femmes entrepreneures dans le domaine de l'agro-business; l'apport d'une contribution des femmes aux thématiques du Sommet; la mise en exergue des questions du dividende démographique; la proposition de solutions.

**Le forum des peuples du Mali : les peuples du sud à la recherche des alternatives**

En contrepoint du sommet qui se tiendra les 13 et 14 janvier, s'est tenue à Ouélessebougu au Mali (7-8 janvier), la 12<sup>e</sup> édition du forum des peuples du Mali sur le thème « les peuples

du sud exigent des alternatives pour un nouveau partenariat économique, sociale et sécuritaire entre la France et les Etats africains ». Plus de 800 personnes en provenance d'Afrique, d'Europe, d'Asie, d'Amérique et d'ailleurs, constitués entre autres de mouvements sociaux, de communautés rurales et de citoyens y ont pris part. L'objectif était de contribuer à travers le contre-sommet à la réflexion, à la consolidation et à la pérennisation des espèces, d'expression populaire sur les préoccupations légitimes des peuples, « des principes et pratiques néolibérales en faveur de la renaissance africaine, par le biais de l'autodétermination des peuples pour leur développement durable ».

**Le sommet des peuples France-Afrique veut se faire entendre**

Une plateforme des organisations de la société civile organise du 10 au 12 janvier à Bamako,

un sommet alternatif de haut niveau dénommé « Sommet des peuples France-Afrique » pour se faire entendre. Des participants venus du monde entier et de toutes les couches sociales vont se pencher sur le foncier, la souveraineté alimentaire, la gouvernance et la sécurité. L'objectif des organisateurs est « de faire entendre les voix des couches sociales exclues du développement. Si l'Afrique porte en elle l'espoir d'un avenir prometteur, elle doit l'être d'abord pour et par les peuples », a déclaré le président du forum de la société civile, Bakary Doumbia. « L'Afrique colonisée, puis ajustée par de nombreux plans et maintenant à nouveau convoitée, subit depuis plusieurs années un retour offensif des puissances financières et des multinationales », a-t-il expliqué. Massa Koné, membre de la commission d'organisation voudrait que ces assises contribuent à « construire des politiques publiques et de gouvernance pour une prospérité équitable et une paix durable en Afrique ». Plusieurs interroga-

tions ont également été soulevées sur les partenariats stratégiques pour l'Afrique, la paix et la sécurité, les alternatives à l'installation des bases étrangères, les alternatives au FCFA, les mouvements sociaux, agir contre l'endettement.

Les recommandations issues de ces forums seront remises aux chefs d'Etat lors du sommet. Si la coopération est devenue le nouveau cadre d'appréhension des relations entre la France et ses anciennes colonies. Certains membres de la société civile française et africains voudraient que cette coopération tende beaucoup plus vers une relation de dialogue, fondée sur des intérêts mutuels. Ils craignent le repositionnement de la France dans son pré carré, son retour en force à travers les conflits que traverse l'Afrique, et le diktat de son calendrier sécuritaire au détriment du développement. Des manifestants hostiles au franc CFA se sont mobilisés en Afrique, en France, en Europe et aux Etats-Unis le week-end dernier, pour « se défaire » de cette monnaie. Ce qu'il faudrait prendre comme une alerte.

Noël Ndong

## GAMBIE

## Yahya Jammeh limoge douze ambassadeurs

**Le président gambien Yahya Jammeh a limogé douze diplomates qui avaient réclamé son départ du pouvoir après l'élection présidentielle du 1<sup>er</sup> décembre remportée par l'opposant Adama Barrow.**

D'après un agent d'un ministère qui a requis l'anonymat, le gouvernement gambien a rappelé ces ambassadeurs après avoir « mis fin à leurs fonctions ». Il s'agit des diplomates gambiens aux Etats-Unis, au Sénégal, aux Nations unies, en Chine, en Russie, en Grande-Bretagne, en Turquie, en Belgique, en Espagne, à Cuba, en Guinée Bissau et en Ethiopie.

« Je ne sais pas pourquoi le président Yahya Jammeh les a limogés, mais je peux vous dire que ce sont les ambassadeurs qui ont félicité le président élu Adama Barrow », a déclaré le même agent. « Ces diplomates avaient adressé fin décembre à Yahya Jammeh une lettre lui demandant de céder le pouvoir », a-t-il ajouté.

Après le scrutin présidentiel, la Gambie traverse une crise née de cette élection du fait notamment du revirement de Yahya Jammeh qui avait dans un premier temps reconnu sa défaite. Il avait même félicité l'homme d'affaires Adama Barrow vainqueur de l'élection selon les résultats proclamés le 2 décembre par la Commission électorale indépendante. À la

gation de la Cédéao s'était rendue à Banjul pour l'en convaincre, mais en vain.

Le 13 décembre dernier, les



Le président gambien Yahya Jammeh (DR)

grande surprise des Gambiens, ce président qui dirige la Gambie d'une main de fer depuis 22 ans avait rejeté ces résultats le 9 décembre et réclamé un nouveau scrutin, en assurant qu'il demeurerait président tant que la Cour suprême ne se serait pas prononcée sur son recours qui doit être examiné le 10 janvier.

Depuis lors, son revirement est condamné par la communauté internationale qui le presse à céder le pouvoir au président élu à l'expiration de son mandat le 19 janvier. Plusieurs pays lui demandent en effet de permettre une transition apaisée. Une délégation

de sécurité avaient fermé le siège de la commission électorale sur ordre des autorités. Et son personnel s'en était vu interdire l'accès, sans explications. Tenant compte de la situation qui prévalait dans ce pays, le président de la Commission de la Cédéao, Marcel Alain Souza, avait évoqué le même mois des décisions « les plus draconiennes » possibles si la diplomatie échouait à ramener Yahya Jammeh à la raison. Il qualifiait l'option militaire de « solution envisageable » afin d'investir Adama Barrow, le président élu dans ses fonctions.

Nestor N'Gampoula

## Une nouvelle délégation de la Cédéao attendue à Banjul

**Au terme d'une réunion à Abuja au Nigéria, les chefs d'Etat de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont décidé d'envoyer de nouveaux émissaires dans la capitale gambienne ce mercredi, alors que la cour suprême doit en principe examiner le recours introduit par le président Yahya Jammeh.**

Les présidents du Nigéria Muhammadu Buhari, du Liberia Helen Johnson Sirleaf, et l'ex-chef de l'Etat ghanéen, John Dramani Mahama, discuteront avec le président Jammeh de l'impératif de respecter la Constitution. « Un transfert pacifique du pouvoir en Gambie est préférable mais un recours à la force n'est pas exclu, toutes les options sont sur la table », a annoncé le chef de la diplomatie nigériane, Geoffrey Onyeama.

La présidente en exercice de la Cédéao, Helen Johnson Sirleaf, avait déclaré, lors de l'investiture du nouveau chef de l'Etat du Ghana, que l'option militaire n'était pas à l'ordre du jour, et que l'organisation continuait de privilégier le dialogue. Mais la question d'une éventuelle intervention militaire semble diviser les leaders de l'organisation. Alors que le président de la commission de la Cédéao, Marcel De Souza avait annoncé que celle-ci était prête à envoyer des troupes en Gambie, le président guinéen, Alpha Condé, lui, avait publiquement déclaré son opposition à toute option militaire.

Alors que la date prévue pour l'investiture d'Adama Barrow approche, les Etats-Unis ont conseillé à leurs ressortissants de quitter la Gambie, tandis que le Nigeria se dit prêt à évacuer ses citoyens, si nécessaire.

Ce pays d'Afrique de l'Ouest traverse une crise née de l'élection présidentielle du 1<sup>er</sup> décembre. Yahya Jammeh, au pouvoir depuis 1994, a annoncé qu'il ne reconnaissait plus sa défaite, une semaine après avoir pourtant félicité Adama Barrow pour sa victoire. Depuis son revirement, le président sortant subit de nombreuses pressions extérieures, notamment de la Cédéao, pour quitter le pouvoir le 19 janvier, après l'expiration de son mandat.

Josiane Mambou Loukoula



En vue de poursuivre son développement, MTN CONGO, l'opérateur leader de la téléphonie mobile en République du Congo, souhaite recruter des distributeurs, commerçants et autres prestataires pour la distribution de produits et services de télécommunication.

## I. MISSIONS

Les distributeurs auront pour objectif d'assurer la vente et la disponibilité, dans les zones de distribution qui leurs seront attribuées, des produits de MTN CONGO :

1. Les SIMs
2. La recharge électronique
3. Les cartes de recharge
4. Les services à valeurs ajoutées
5. Mobile Money
6. Offres internet standards
7. Toutes autres offres destinées au grand public et/ou aux petites et moyennes entreprises que MTN-CONGO jugera utile de vendre par le biais de son réseau de distribution.
8. Les terminaux et autres articles en relation avec les produits et services fournis par MTN Congo.

## II. OBJECTIFS

Les quantités de produits à acheter auprès de MTN-CONGO et à redistribuer sur le marché, lui sont définies par MTN-CONGO sur une base mensuelle en fonction de la demande du marché de sa zone d'accréditation.

## III. REMUNERATION

Le distributeur sera rémunéré suivant le système de bonification en vigueur chez MTN-CONGO. Toutes personnes, intéressées à soumissionner une offre est priée de se rapprocher du service achat de MTN CONGO, pour obtention du cahier des charges détaillé.

[Purchasing.cg@mtn.com](mailto:Purchasing.cg@mtn.com)

Tél: +242069661100

Les soumissions pour le présent appel d'offres doivent parvenir au siège social de MTN CONGO, au plus tard le 20 janvier 2017 à 12h00.

MTN CONGO, 36 Avenue Amilcar CABRAL.

**Direction Financière | Supply Chain Management**





En vue de poursuivre son développement, MTN CONGO, l'opérateur leader de la téléphonie mobile en République du Congo, souhaite faire recours à des prestataires spécialisés en activités commerciales, ventes, animation, distribution, activation des services.

L'objectif est de couvrir certains services ou de faire face à des besoins qui ne peuvent être couverts ou pris en charges par le staff permanent, ni par son réseau de distribution.

Le prestataire devra notamment prendre en charge les activités ci-après, suivant le découpage régional défini dans le cahier des charges :

1. La vente des cartes SIM,
2. Activations au Service Mobile Money
3. Activation des Forfaits : Forfaits Voix, Internet, SMS
4. Vente des Smartphones
5. Animations sur les lieux de vente nécessitant la présence d'une force de vente dans le cadre de nos activités Commerciales

Les soumissionnaires seront évalués sur la base des critères ci-après :

1. L'expérience dans l'exécution de prestations similaires.
2. L'expérience avec l'industrie des télécoms
3. La capacité financière
4. L'expérience du personnel proposé pour encadrer l'exécution de la prestation
5. Les capacités logistiques
6. La compréhension du projet.

Toutes personnes, intéressées à soumissionner une offre est priée de se rapprocher du service achat de MTN CONGO, pour obtention du cahier des charges détaillé.

[Purchasing.cg@mtn.com](mailto:Purchasing.cg@mtn.com)

Tél: +242069661100

Les soumissions pour le présent appel d'offres doivent parvenir au siège social de MTN CONGO, au plus tard le 20 janvier 2017 à 12h00.

**MTN CONGO, 36 Avenue Amilcar CABRAL.**

**Direction Financière | Supply Chain Management**

## Afrique en Bref

**GABON** - Le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, a nommé un nouveau ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, Pascal Houangni Ambourouet, qui remplace Etienne Dieudonné Ngoubou sur fond de chute des recettes du secteur, principale source de devises de ce pays d'Afrique centrale. Dans un décret rendu public lundi, M. Bongo a également nommé un ministre délégué auprès du ministre du Budget, chargé du budget et du financement des pensions, Edgar Anicet Mboumbou Miyakou.

**MAROC** - Les autorités marocaines ont interdit la fabrication et la vente de la burqa, ce voile intégral musulman à l'afghane rarement porté par des femmes au Maroc, mettant en avant des raisons sécuritaires. Selon la presse locale, le ministère de l'Intérieur a diffusé une circulaire à ses agents en charge des commerces dans les villes leur enjoignant de ne plus autoriser la confection et la commercialisation des burqas à compter de cette semaine.

**EGYPTE** - L'inflation sur un an en Egypte est montée à 24,3% en décembre, deux mois après que le gouvernement a décidé de laisser flotter sa monnaie, entraînant une forte dévaluation, a indiqué mardi le bureau des statistiques.

AFP

## DROITS DE L'HOMME

### Un Africain à la tête de la FIACAT

**Elu président de la Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture (FIACAT) lors du premier Conseil international par voie électronique, tenu du 27 juin au 9 juillet 2016, l'Ivoirien Paul Angaman succède à Sylvie Bukhari-de Pontual, a-t-on appris d'un communiqué de presse de cette ONG.**

Outre l'élection des membres du nouveau bureau international qui ont pris leurs fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 2017 à Paris (France), pour un mandat de quatre ans, les délégués des Actions des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) ont adopté le plan stratégique 2016-2019. Ainsi, ce bureau a reçu trois missions principales dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau plan stratégique quadriennal. La première consiste en la poursuite du développement de la représentation internationale et régionale en développant les interactions. Il devrait aussi faire le plaidoyer de la FIACAT auprès des organisations internationales et régionales, des églises, institutions et communautés religieuses, pour l'abolition de la torture, la peine de mort et des disparitions forcées.

La deuxième mission est relative au renforcement des capacités des ACAT et la coopération entre elles en développant des programmes d'actions nationaux et régionaux et en assurant la protection des défenseurs des droits de l'Homme membres de son réseau. Ce nouveau bureau de six membres a, enfin, pour mission de pérenniser l'action de la FIACAT en développant notamment son réseau dans le monde, le recours aux bénévoles de compétence et ses ressources financières.

« La consolidation et le développement de son réseau dans le monde, le renforcement de ses missions de lutte contre la torture, la peine de mort, les disparitions forcées et l'amélioration continue de sa crédibilité constituent les enjeux majeurs de la FIACAT pour les quatre ans à venir », a précisé Paul Angaman. La dernière décision prise au cours de cette session a consisté à l'affiliation de l'ACAT Suède. Ainsi, le nombre total d'ACAT affiliées à la FIACAT est désormais porté à 26, réparties sur quatre continents différents.

Créée en 1987, la FIACAT est une organisation internationale non gouvernementale de défense des droits de l'Homme, qui lutte pour l'abolition de la torture et de la peine de mort. Elle a pour mandat de représenter ses membres auprès des organismes internationaux (ONU) et régionaux (Union européenne, Conseil de l'Europe, Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples...) de défense des droits de l'Homme.

**Parfait Wilfried Douniama**



**BUROTOP IRIS**

# TELEFUNKEN

Le Géant allemand des téléviseurs



**LED 32" HD: 159 000 Fcfa**

**LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa**

**LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa**

**LED 55" FULL HD SMART: 549 000 Fcfa**

**LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60  
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

## A VENDRE

Villa R + 1 (étage) au plateau des 15 ans rue Louemé entre l'avenue des 16<sup>e</sup> et Loutassi.

Prix 150 millions. / Contact : 01 600 22 42 / 05 512 63 21

## NÉCROLOGIE



Okana Chuco, agent Des Dépêches de Brazzaville, Koko Vanessa Tiesther ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fils Okana Exaucée Yoan survenu ce dimanche 08 janvier 2017 à l'hôpital de base de Talangaï. La veillée mortuaire se tient au n° 19 de la rue Mossaka Ouenzé (réf : av. Boueta-Mbongo, arrêt Jane Viale)

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



**CLUB AFRIQUE  
DÉVELOPPEMENT**

## CONSTRUISONS ENSEMBLE NOTRE RÉSEAU D'OPPORTUNITÉS

CONFERENCE DE LANCEMENT DU CLUB AFRIQUE DEVELOPPEMENT  
SOUS LE **THEME** « AFRIQUE DEVELOPPEMENT : QUELS LEVIERS  
DE CROISSANCE POUR LA PME »

20 JANVIER 2017, HOTEL ATLANTIC PALACE POINTE-NOIRE  
(SUR INVITATION)



**Crédit du Congo**



التجاري وفا بنك  
**Attijariwafa bank**

## VATICAN

## Recevant les ambassadeurs, le pape a condamné le djihadisme

**Les guerres continuent de sévir et de faire des morts inutiles ; les religions devraient œuvrer à leur extinction, pas à les attiser.**

Les ambassadeurs accrédités au Saint-Siège ont sacrifié lundi matin au rite traditionnel de présentation des vœux de Nouvel An au Souverain pontife. Celui-ci, là aussi c'est une tradition, a consacré son discours de circonstance au thème de la paix, à laquelle les représentants des Nations sont invités à œuvrer en priorité. Il a énuméré les faits marquants de l'année 2016 dans lesquels le Saint-Siège s'est illustré pour appeler à un monde de plus grande coexistence pacifique entre les nations et entre les peuples.

« Chers Ambassadeurs, a dit le Pape, il y a un siècle, le monde se trouvait en plein dans le premier conflit mondial. Un mas-

sacre inutile, où les nouvelles techniques de combat semaient la mort et causaient d'effroyables souffrances aux populations civiles sans défense ». Mais, a-t-il déploré, si « cent années après, de nombreuses régions du monde peuvent dire avoir bénéficié de périodes prolongées de paix, qui ont favorisé l'opportunité d'un développement économique et des formes de bien-être sans précédents », « des millions de personnes vivent encore au centre de conflits insensés... Nous sommes fréquemment accablés par des images de mort », par le drame « des réfugiés qui fuient la guerre ou des migrants qui périssent tragiquement ».

Reprenant un thème qui lui est cher, sur les croyants qui devraient être des artisans de paix, le pape François a condamné les violences liées à l'extrémisme religieux. Il s'agit pour lui d'une « folie homicide qui abuse

du nom de Dieu ». Le Souverain pontife a rappelé qu'une telle folie « a fauché encore l'année dernière de nombreuses victimes dans différents pays, en Afghanistan, Bangladesh, Belgique, Burkina Faso, Egypte, France, Allemagne, Jordanie, Irak, Nigeria, Pakistan, Etats-Unis d'Amérique, Tunisie et Turquie. Ce sont des gestes vils, qui utilisent des enfants pour tuer, comme au Nigéria »...

Le Saint-Père en est convaincu : « Le terrorisme fondamentaliste est un fruit d'une grave misère spirituelle, à laquelle est souvent liée aussi une grande pauvreté sociale ». Il appelle les décideurs politiques à ne « pas se limiter à garantir la sécurité de (leurs) citoyens – ce qui peut facilement reconduire à un simple "vivre tranquille" – mais aussi se faire véritable promoteur et artisan de paix », « une "vertu active" qui demande l'engagement et la colla-

boration de chaque personne et du corps social tout entier dans son ensemble... ».

Il a conclu son discours en rappelant que la paix était un don de Dieu à rechercher et à consolider toujours. Et que le chrétien, mais d'une manière générale aussi le croyant, devait y collaborer en l'invoquant dans sa prière. « Dans la liturgie nous prononçons la salutation "que la paix soit avec vous". Par cette expression, gage d'abondantes bénédictions divines, je renouvelle à chacun de vous (...) mes vœux les plus sincères pour l'année nouvelle », a dit le Pape.

Les vœux des ambassadeurs ont été exprimés – en français, langue de la diplomatie vaticane – par l'ambassadeur d'Angola au Saint-Siège, Armino Fernandes do Espírito Santo Vieira, qui est le doyen du corps diplomatique. Parlant des flux migratoires, le diplomate a soutenu

qu'il était nécessaire « de voir l'être humain dans une optique intégrale... La communauté internationale a œuvré pour trouver des solutions efficaces, consciente que les migrations ne sont pas un phénomène spécifique mais une condition humaine qui implique le monde comme système ».

A rappeler qu'au 31 décembre dernier, il y avait 182 Etats qui entretenaient des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Le 23 novembre 2016 est entré en vigueur un avenant à un accord de 1828 entre le Saint-Siège et la France. Le Saint-Siège se réjouit que l'année 2016 ait aussi vu des accords bilatéraux signés ou ratifiés, pour la reconnaissance du statut juridique de l'Eglise dans des pays comme la République démocratique du Congo, la République Centrafricaine ou encore le Bénin.

Lucien Mpama

## COOPÉRATION

## Le Vatican et l'Italie encouragent les efforts de normalisation en Libye

**L'Ambassade italienne à Tripoli a ré-ouvert ses portes lundi.**

Ramener la paix en Libye à tout prix. Avec des motivations sans doute différentes, la diplomatie s'est brusquement mise en mouvement autour de la Libye. Alors que la diplomatie congolaise annonce un sommet africain à Brazzaville, le 25 janvier, l'Italie a elle aussi décidé de passer le turbo sur Libye. Les Africains doivent, pour reprendre l'expression du ministre Jean-Claude Gakosso, « se retrousser les manches ». Car la Libye n'a cessé de se déliter depuis que les Occidentaux ont ignoré les avertissements de l'Union africaine en 2011, et intensifié les bombardements contre ce pays. L'assassinat final du colonel Kadhafi avait fini par installer le chaos.

Il y va donc de la cohésion africaine. Ressouder la Libye et amener les trois factions signataires de l'accord de paix de décembre 2015 à passer, enfin, à la phase de mise en pratique de ses résolutions. Réunifier les armées qui se font la guerre. Ramener les centres de décision à Tripoli, reconnue enfin unique capitale du pays. Mettre en place et donner plus de crédibilité au gouvernement d'union : les étapes, à mettre en œuvre ou à compléter sont nombreuses. Mais l'Afrique veut y croire. L'Italie et le Vatican l'y encouragent.

Pour l'Italie, l'intérêt de voir rapidement se réaliser une stabilisation de la Libye réside aussi dans l'espoir des effets induits sur les flux migratoires. C'est par la Libye que sont passés les plus

de 300.000 migrants qui ont pris Lampedusa, île de Sicile, comme point de mire cette année dans leur tentative d'entrer en Europe. L'entreprise a coûté la vie à plus de 5000 clandestins, en majorité des Africains, noyés en mer. Lundi, le nouveau ministre italien de l'Intérieur Marco Minniti, est allé rencontrer à Tripoli le président du Conseil Falez Mustafa Al Serraj.

Il s'y est aussi entretenu avec le ministre libyen des Affaires étrangères et d'autres plénipotentiaires. Signe du volontarisme de Rome sur ce dossier, toujours lundi, l'Italie a réinstallé un ambassadeur à Tripoli et ré-ouvert son ambassade. L'Italie avait été la dernière des nations occidentales à quitter la Libye ; elle est la première à y revenir. « Un signal très important d'amitié envers tout le peuple libyen et un signal fort de confiance dans le processus de stabilisation de ce pays », a souligné la Farnesina, le ministère italien des Affaires étrangères.

Recevant les diplomates au Vatican pour la cérémonie de présentation des vœux, lundi, le pape François avait souhaité « la pleine mise en pratique des accords destinés à rétablir la paix en Libye, où il est plus qu'urgent de surmonter les divisions de ces années ». L'Italie annonce une nouvelle phase de coopération avec la Libye. L'Afrique reprend en main un dossier dont l'avait dessaisi l'aventurisme de Nicolas Sarkozy : la Libye va renaître de la mise en commun des bonnes volontés de part et d'autre de la Mer Méditerranée.

L.Mp.

**VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES  
CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

## MONNAIE

## La dépréciation du franc congolais se poursuit

**La monnaie nationale poursuit sa dégringolade entamée depuis l'année dernière face au dollar américain, se changeant actuellement à plus de 1270 FC.**

Le franc congolais a repris sa valse de dépréciation à l'entame de l'année 2017. En ce mois de janvier, les lignes sont en train de bouger ostensiblement au grand dam des travailleurs qui se font payer en monnaie locale. La dégringolade du franc congolais par rapport à la devise américaine est telle qu'elle participe à la liquéfaction du volume de paie des fonctionnaires de l'État



qui s'en tirent, à la fin du mois, avec des montants dérisoires. À ce jour, le dollar se négocie autour de 1270 FC atteignant même dans certains coins la barre de 1300 FC. Un tableau qui contraste avec le satisfécit des officiels qui ne cessent de marteler sur une croissance n'existant que dans leur imaginaire. Aujourd'hui, tous les paramètres de prévision ont bougé alors que le pays avait terminé l'année 2016 avec un taux de croissance de 2,5%. L'inflation prévue en fin d'année à 4,2% s'est vue largement dépasser au point d'asséner un coup fatal au panier de la ménagère. À en croire le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), « pour la seule année 2016, le franc congolais a enregistré plus de 20% de dépréciation ». Et curieusement, la tendance se poursuit sans qu'aucune solution à court terme ne soit envisagée.

Moralité : le social des Congolais en géné-

ral et des Kinois en particulier s'est dégradé de manière vertigineuse au point de les rendre incapables à satisfaire leurs besoins vitaux. Les produits alimentaires de base ont repris l'ascenseur et se négocient à des seuils insoupçonnés. Le

sachet de sucre de 5kg se vend actuellement à 6500 FC au lieu de 5000 FC il y a quelques semaines. Le sac de riz de 25 kg est passé de 21000FC à 24000FC. On peut allonger cette liste à loisir. Ce qui traduit l'instabilité du cadre macroéconomique qui ne répond plus aux besoins primaires d'une population paupérisée à outrance et qui attend désespérément des retombées en termes d'amélioration de son vécu quotidien de la part du gouvernement installé en décembre dernier. Avec un pouvoir d'achat en chute libre, les Kinois n'ont l'oeil que sur les acteurs politiques qu'ils exhortent à l'entente, de sorte à restaurer les équilibres rompus via une réelle décrispation de la vie socio-politique actuellement en effervescence. C'est, dit-on, le prix à payer pour atteindre la stabilité dont dépend en partie l'équilibre du cadre macroéconomique.

**Alain Diasso**

## ENJEUX DE L'HEURE

## La majorité présidentielle lance sa centrale électorale

**Cette structure devra permettre à la famille politique du chef de l'État de consolider sa stratégie pour gagner les élections de 2017.**

Alors que les travaux liés à la mise en application de l'accord du 31 décembre se poursuivent au Centre interdiocésain sous la médiation des évêques catholiques avec, en prime, des discussions sur l'adoption de l'arrangement particulier, la majorité présidentielle est montée au créneau le week-end dernier pour lancer sa centrale électorale. C'était au cours d'une manifestation haut en couleur qui avait vu presque toutes les têtes couronnées de cette famille politique se retrouver au Pullman hôtel. Il s'agit, comme l'a expliqué le secrétaire exécutif de la majorité présidentielle (MP), d'une structure élective et autonome qui entend faire élire les candidats de la MP à tous les niveaux lors des élections prévues en décembre 2017.

Mieux, il s'agit d'une structure commune d'appui technique, organisationnel, financier et matériel devant appuyer les campagnes électorales des différents partis politiques affiliés à la majorité présidentielle. Elle disposera des points focaux sur toute l'étendue de la République et des points focaux désignés par chaque responsable de

parti politique de la MP. « C'est elle qui aura pour mission de définir in globo les stratégies électorales, sur le plan de la logistique, du déploiement géographique, des relations avec les partenaires, les médias ou alliés de tous genres et sur le plan virtuel et communicationnel en gérant les atouts des réseaux sociaux et des instituts de sondages d'opinions d'ici ou d'ailleurs... », a expliqué Aubin Minaku devant l'assistance.

Avec cette activité, la MP a visiblement affiché ses marques en manifestant son désir d'aller le plus vite possible aux élections. Une façon pour la famille politique de Joseph Kabila de dire qu'elle est prête à aller aux élections. « Nous voulons renouveler les animateurs des institutions en passant par le peuple. La campagne est permanente pour nous, et nous allons nous armer », a dit un cadre du PPRD. Il y a cependant un bémol. La question de la désignation du dauphin de Joseph Kabila, qui ne pourra plus se représenter pour un troisième mandat conformément à l'accord signé le 31 décembre, n'a pas été évoquée. « Elle n'est pas à l'ordre du jour pour le moment », entend-on dire.

**A.D.**

## COMPROMIS DU CENTRE INTERDIOCÉSAIN

## L'opposition signataire de l'accord du 18 octobre n'est pas du tout concernée

**Samy Badibanga, Jean Lucien Bussa, Azarias Ruberwa, José Makila et autres récusent l'accord de la Saint-Sylvestre qui, sans avoir résolu la crise qui demeure entière, n'a pas non plus produit un chronogramme très précis des élections.**

Les princes de l'Église ne sont pas au bout de leur peine. À peine venaient-ils de s'entretenir avec quelques ténors de l'opposition signataires de l'accord du 18 octobre, ces derniers leur ont adressé une correspondance dans laquelle ils justifient leur décision de ne pas adhérer au compromis politique de la Saint-Sylvestre. À la manœuvre, le Premier ministre Samy Badibanga et ses compères José Makila, Jean-Lucien Bussa et Azarias Ruberwa, tous membres du gouvernement issu de l'accord de la Cité de l'Union africaine dont ils entendent défendre les acquis contre vents et marées. En fait, la lettre que ces trois personnalités ont adressée lundi au président de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncoco), Mgr Marcel Utambi, apparaît comme un sévère réquisitoire contre l'accord du 31 décembre qui ne rejoint pas leurs intérêts politiques. Sur fond de diatribes, ils ont réaffirmé dans cette correspondance leur refus de le signer.

Pourquoi ? Samy Badibanga et ses compagnons développent une litanie d'arguments pour justifier leur position qui va à contre-courant des objectifs que se sont assignés les évêques catholiques, notamment celui de l'inclusivité. Primo : ils estiment que « l'accord du 31 décembre n'a fait que reprendre, en d'autres termes, les acquis essentiels de l'accord du 18 octobre 2016 ». Bien plus, pensent-ils, il n'a pas été en mesure de régler la crise électorale qui est restée entière. Secundo : alors que l'accord du 18 octobre avait le mérite de proposer un chronogramme précis du processus électoral, celui du 31 décembre

n'apporte aucune précision ni clarté sur les dates. L'absence d'un chronogramme précis et clair des élections constitue, d'après Samy Badibanga et ses amis, une faiblesse de taille qui relativise la portée dudit accord qui paraît « avoir été conçu pour l'exclusive satisfaction du Rassemblement dans la gestion des institutions remaniées ou créées à l'issue des dialogues ».

Poursuivant sur la même lancée, l'opposition signataire de l'accord du 18 octobre estime que celui de la Saint-Sylvestre, taillé sur mesure, était destiné à résoudre un problème des individus « parce qu'il satisfait le positionnement politique du Rassemblement et non les besoins d'un pays à pouvoir accéder aux élections le plus vite possible ». Tertio : le fait que l'opposition signataire de l'accord du 18 octobre soit marginalisée dans les discussions sur la primature pourtant déjà acquise à l'opposition sur la base d'un accord et occupée par un membre de ladite opposition régulièrement nommé, enfonce de plus belle le compromis du Centre interdiocésain qui pêcherait par son manque d'inclusivité.

Pour toutes ces raisons, Samy Badibanga, José Makila et Jean-Lucien Bussa pensent qu'ils n'ont pas intérêt à adhérer à l'accord du 31 décembre qui, disent-ils, « s'est focalisé sur des réponses à donner à quelques personnes non au peuple congolais ». Toutefois, ils restent attachés au dialogue comme seule voie de sortie de crise politique née du fait de la non tenue des élections dans les délais constitutionnels et légaux, et ouverts à toute initiative tendant à trouver une voie de sortie satisfaisante afin de « parvenir, une fois pour toute et tous ensemble, à des élections crédibles et apaisées ».

**A.D.**

## LIBÉRALISATION DES ASSURANCES

## La RDC est-elle vraiment préparée ?

**Le climat politique tendu continue à ralentir l'application effective de la loi portant Code des assurances entrée en vigueur au courant de l'année 2016. Beaucoup d'experts craignent un mauvais départ du marché des assurances en RDC, mettant ainsi en péril un processus entamé depuis 2005 mais qui peine à porter des fruits.**

Pour le secteur privé, la RDC doit maintenir le cap de l'ouverture des assurances à la concurrence au risque d'exposer l'économie nationale. Le monopole exercé durant des décennies par la Société nationale d'assurance a entraîné des effets néfastes dont le faible taux de couverture des risques, la fuite des capitaux et les difficultés d'accès à certains types de financement par manque d'assurance appropriée. D'où la nécessité de continuer avec la réforme pour créer les conditions d'un bon départ. Pour le secteur privé, il faut consolider cette réforme pour sécuriser les investisseurs, les sous-traitants et les banquiers.

Du côté de l'Agence nationale de promotion des investissements (Anapi), l'on insiste sur le fait que les secteurs de la banque, des assurances et des institutions de micro-finance profitent actuellement d'une loi bancaire très libérale, conforme

aux standards internationaux. « C'est un cadre idéal pour accueillir des banques d'affaires, des sociétés de leasing, des nouvelles sociétés d'assurances et de réassurances », indique l'Anapi.

L'abrogation du monopole et l'entrée sur le marché des assurances va marquer un réel bouleversement dans la vie économique nationale. Le diagnostic général présente la Sonas comme une société moribonde : perte de confiance des clients et des réassureurs, précarité de sa situation financière, pléthore du personnel et mauvaise qualité des services. Pour ailleurs, les analystes restent très critiques sur la situation à l'échelle de la région. En effet, l'on estime que la part mondiale des primes d'assurance vie et non-vie collectées dans les 54 pays d'Afrique représente à peine 2 %, alors que la région abrite 16 % de la population mondiale. Parmi les freins au développement du marché des assurances en Afrique subsaharienne (hormis l'Afrique du Sud, le Ghana, le Kenya et le Nigéria), il y a les raisons économiques au regard de l'extrême pauvreté qui règne en Afrique. Les produits s'adaptent très souvent difficilement aux réalités économiques de la région.

**Laurent Essolomwa**

CAN 2017

# Les Léopards attendus ce mercredi au Gabon

**C'est en principe ce 11 janvier que les Léopards de la RDC arrivent au Gabon où ils vont prendre part, du 14 janvier au 5 février, à la CAN 2017.**

L'équipe nationale congolaise atterrira en terre gabonaise après une préparation en dents de scie émaillée de nombreux ratés en termes de respect du chronogramme. Le stage bloqué, réalisé au Centre d'excellence de Mbankomo à une trentaine de kilomètres de Yaoundé au Cameroun, s'est avéré très laborieux pour le staff technique en quête de l'équipe type. Le premier match de préparation joué contre les Lions indomptables du Cameroun aura démontré les faiblesses des fauves congolais qui ont subi le match en seconde partie jusqu'à concéder deux buts sans espoir de revenir au score.

Un match test qui aura laissé un goût amer dans le chef de nombreux congolais qui n'ont pas reconnu leur équipe qui n'a joué qu'une mi-temps. Florent Ibenge qui a cru bien faire en rodant son effectif est tombé sur un adversaire qui a joué son match à fond. En deuxième match de préparation contre Apejes FC de Mfou, un club de première division du championnat national de football du Cameroun dont il est d'ailleurs détenteur du titre, les Léopards ont sorti le grand jeu. Score du match : cinq buts à zéro en faveur des fauves congolais. Une consolation, quoique maigre, pour les joueurs dont le moral devrait être



Les Léopards en stage à Kinshasa

boosté à quelques heures du démarrage de la compétition.

Pour maints observateurs, l'effectif dont dispose Florent Ibenge est loin de rassurer. C'est une équipe remaniée à 30% par rapport à celle de la dernière CAN qui va tenter de déjouer les prédictions au Gabon. L'absence de certains cadres tels que Yanick Bolasie d'Everton, (Angleterre) écarté des terrains pour une année à la suite d'une blessure contractée lors d'un match de la Premier League

contre Manchester United, inquiète. Il y a aussi celle du milieu récupérateur de l'AS V.Club Padou Bompunga – également blessé - qui risque de peser dans la balance. Lorsqu'on ajoute la défection en dernière minute de Benik Afobe (Bournemouth/Angleterre) qui pouvait bien suppléer à l'absence de Bolasie, et l'indisponibilité d'Assombalanga (Nottingham Forest/Angleterre), il y a lieu de relativiser le statut de favori qu'on accole à la RDC qui, du reste, éprouve

du mal à l'assumer. Bien plus, la prestation demi-teinte de Cédric Bakambu (Villarreal/Espagne) revenu d'une blessure contre le Cameroun est un autre sujet d'inquiétude.

À Kinshasa comme partout ailleurs dans le pays, l'optimisme reste de mise. Florent Ibenge est obligé de faire avec ce qu'il a sous la main. « *Un pays comme la RD Congo ne peut pas participer à une telle compétition pour faire de la figuration* », a déclaré le ministre des Sports,

Willy Bakonga. Des propos qui sonnent tel un leitmotiv dans les oreilles des athlètes qui savent qu'ils n'ont pas droit à l'erreur. Notons que les Léopards de la RDC feront leur entrée dans la compétition à Oyem, le 16 janvier, face aux « Lions de l'Atlas » du Maroc, avant de croiser le fer avec les « Éléphants » de la Côte d'Ivoire le 20 janvier pour terminer avec les « Éperviers » du Togo le 24 janvier.

Alain Diasso

## La Tunisie très locale et sans surprise (groupe B)

**Quarts-de-finalistes en 2015, les Aigles de Carthage se présentent au Gabon avec un groupe composé d'une majorité de joueurs issus du championnat local (14, soit 3 de plus qu'en 2015). Mais les stars étrangères sont bien présentes, à l'image d'Abdenour, Msakni, Khalifa et Khazri.**

Deux ans après son élimination honteuse en Guinée équatoriale (un penalty imaginaire accordé au Nzalang par l'arbitre mauricien, banni par la CAF après la match), la Tunisie arrive au Gabon avec un esprit de revanche.

Mais surtout avec un effectif presque au complet. Henryk Kasperczak, l'expérimenté sélectionneur des Aigles (il avait disputé la finale 1996 avec la... Tunisie) a, en effet, rappelé in extremis le talentueux Msakni, qui rejoint Abdenour, Khelifa et Khazri dans la catégorie des valeurs sûres.

A neuf jours d'un duel fratricide face aux Fenecs d'Algérie, les Aigles n'ont toutefois pas que des certitudes avec une défense à cinq pas toujours rassurante. Et face aux attaques sénégalaise et algérienne cela pourrait se payer très cher. Notons également que Wahbi Khazri



Wahbi Khazri souffre d'une entorse à la cheville depuis le match amical face à l'Egypte et pourrait manquer le premier match face au Zimbabwe (MOHAMED EL-SHAHED/AFP)

souffre de la cheville et pourrait être diminué face au Zimbabwe.

### Les 23 Aigles de Carthage

Gardiens : Moez Ben Cherifia (Espérance Tunis); Rami Jridi (CS Sfaxien); Aymen Mathlouthi (Etoile Sahel)

Défenseurs : Zied Boughattas et Hamdi Nagguez (Etoile Sahel); Chamseddine Dhaouadi (Espérance Tunis); Aymen Abdenour (Valence CF/Espagne); Slimen Kchok (CA Bizertin); Ali Maaloul (Al Ahly/Egypte); Hamza Mathlouthi (CS Sfaxien); Mohamed Ali Yaakoubi (Caykur Rizespor/Turquie); Syam Ben Youssef (Caen/France).

Milieux : Mohamed Amine Ben Amor et Hamza Lahmar (Etoile Sahel); Ferjani Sassi (Espérance Tunis); Larry Azouni (Nîmes/2e division/France); Wahbi Khazri (Sunderland/Angleterre); Youssef Msakni (Lekhwiya/Qatar); Naim Sliiti (Lille/France); Ahmed Khalili (Club Africain).

Attaquants : Ahmed Akaichi (Ittihad Jeddah/Arabie saoudite); Saber Khalifa (Club Africain); Taha Yassine Kherissi (Espérance Tunis).

Sélectionneur : Henryk Kasperczak (France/Pologne).

Camille Delourme

## SAISON SPORTIVE 2016-2017

## L'équipe de football LEA ambitionne la ligue 2 nationale

Le vœu du président de l'équipe Les Enfants d'Aleth Félix Tchicaya (LEA), Jean Antoine Boungou Kolo, a été exprimé le 7 janvier lors du repas de fin de saison qu'il a partagé avec ses protégés à son domicile situé au quartier Paka dans l'arrondissement 3 TiéTié.

C'est dans une ambiance festive que le président fondateur de l'équipe LEA, son cofondateur M. Batcha, les joueurs, le staff technique, les supporters et les amis se sont partagé le repas de fin d'année en présence de la presse sportive. « Nous nous sommes retrouvés ici pour fêter la fin de la saison afin de commencer 2017 dans les bonnes conditions », a indiqué le président de LEA.

Cette rencontre organisée en début d'année a permis au président de LEA de souhaiter, à son nom propre et au nom de la présidente d'honneur de l'équipe, Aleth Félix Tchicaya, les meilleurs vœux de Nouvel An à tous les sportifs. Profitant de ces retrouvailles, le staff dirigeant et les joueurs ont échangé en se rappelant des moments de joie et de malheur qu'ils ont connus la saison dernière.

Parlant de l'avenir de l'équipe, Jean Antoine Boungou Kolo a indiqué que si tout allait bien, l'équipe jouera la ligue 2 cette saison. « La bonne nouvelle est que notre présidente d'honneur m'a mandaté d'informer



Jean Antoine Boungou Kolo s'adressant aux joueurs « crédit photo adiac »

les joueurs que l'équipe a eu un donateur américain. Donc, si nous avons l'argent avant la fin des engagements des clubs en ligue 2 nationale, nous allons la jouer. C'est pourquoi je demande à tous les joueurs de rester dans l'équipe », a-t-il fait savoir.

Le président du club a rappelé que LEA est née en 2014 sous les cendres de l'Espoir, une équipe créée en 1999 par le même gérant alors qu'il venait de s'installer dans la ville océane après avoir raccroché les crampons à

Sibiti. « Espoir est donc devenue LEA en 2014 quand nous avons trouvé Aleth Félix Tchicaya comme présidente d'honneur à l'issue du championnat départemental », a poursuivi Jean Antoine Boungou Kolo.

Cependant, depuis sa création, l'équipe évolue toujours au championnat départemental. La saison dernière, elle a occupé la tête du groupe A avant de se classer 3e au play-off après Caiman et Étoile de Ngoyo. Avec Espoir, Boungou Kolo a

remporté la super Coupe que le Parti congolais du travail organisait tous les 31 décembre. Son équipe a conservé ce trophée en 2004 après l'avoir remporté trois fois successivement, notamment en 2002, 2003 et 2004. Réagissant à cet effet, Cédryc Malonga, l'entraîneur de LEA, a remercié la présidente qui a tenu à l'organisation de cette cérémonie. « Il fallait clôturer la saison dernière pour bien commencer la nouvelle. Je demande à la présidente de continuer à

nous soutenir. Cependant, si nous jouions la ligue 2, ce sera une bonne chose », a-t-il dit.

De son côté, le capitaine de l'équipe, Jordanie Loufoua, a demandé à ses coéquipiers de rester fermes et sereins pour l'honneur de l'équipe. « Que nous jouions la ligue 2 ou pas, nous allons mouiller le maillot cette année pour honorer la présidente d'honneur, Aleth Félix Tchicaya, qui œuvre pour le développement de notre équipe ».

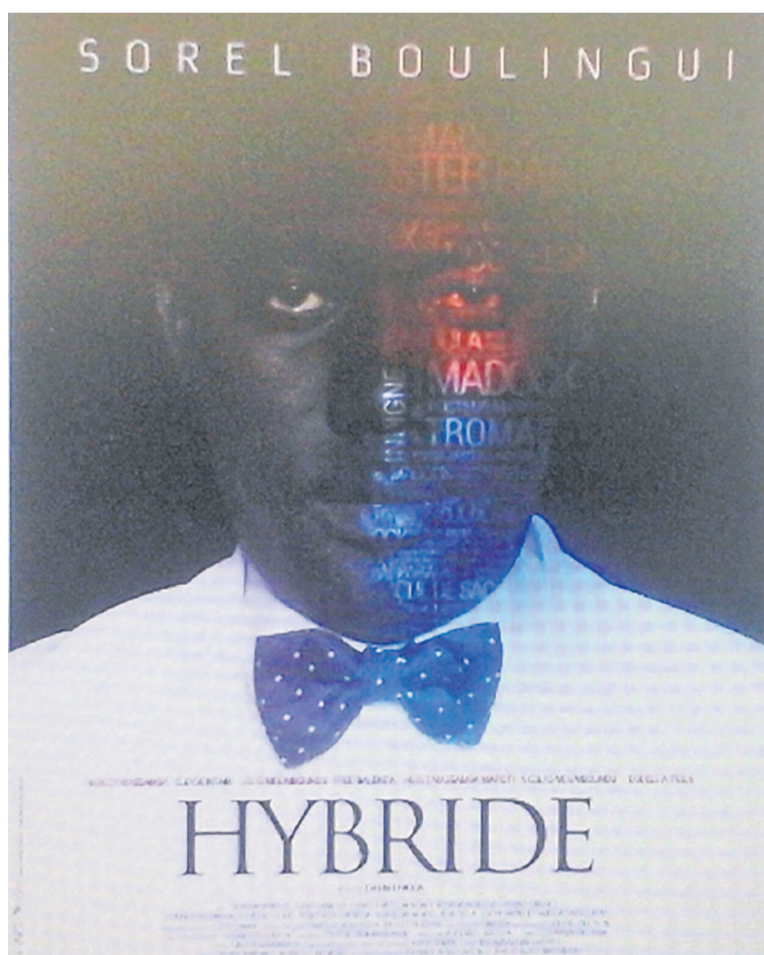
Charlem Léa Legnoki

## CINÉMA

## Le film «Hybride» présenté dans la ville océane

Réalisé par le Congolais Ori Huchi Kozia, alias Kayser, et produit par la maison Cin7Art basée à Brazzaville, l'avant première du long métrage intitulé «Hybride» a eu lieu le 7 janvier au centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard.

Bon nombre de Ponténégrins ont répondu présents à ce rendez-vous très attendu. Avec comme tête d'affiche le célèbre acteur congolais Sorel Boulingui (prix Sanza de Mfoua 2015 de meilleur acteur et prix Ya Beto 2016 de meilleur acteur) qui incarne le premier rôle dans les différents chapitres qui le constituent, le film Hybride est le premier long métrage (1h 15mn) de la maison Cin7Art produit avec le soutien de la maison Job production. Dans ce film, on retrouve d'autres acteurs connus comme : Harvey Massamba, Cleyde Ntari, Louis Moumbounou, Fred Balekita, Nicolas Moumbounou, Dodelvia Itoua. «Hybride» a captivé et fait voyager le public dans différents univers du personnage



L'affiche du film «Hybride»

principal, un homme qui voyage de vie en vie dans le même temps mais pas dans le même espace. Son identité se perd, se confond et se raccorde au fur et à mesure de ses aventures comme celle où il découvre qu'il n'est pas le père biologique de ses deux enfants chéris ou celle où il est père d'un fils dont la mère veut se débarrasser.

Pour Amour Sauveur, manager de Cin7Art, cet homme multiple représente les différents « je » qui nous habitent. «Hybride est une histoire de panique, d'urgence, de folie qui jette une oïl dans les profondeurs, qui sonde les abysses et les remet à l'ordre du jour et pose à table le noirisme manifeste et aussi, paradoxalement, la beauté. Celle des silences, des actes manqués, des rêves, des corps et des âmes », a-t-il expliqué. Accompagné en musique par la voix de la Congolaise Fanny Fayard, «Hybride» est un film noir donc une fiction expérimentale, un genre cinématographique assez complexe que Kaser est le premier à faire au Congo. Après le

court métrage, le réalisateur a décidé de se lancer dans le long métrage avec ce genre. Répondant à l'auditoire sur le choix porté sur le film noir pendant les échanges intervenus après la projection, Amour Sauveur a souligné : «Nous avons voulu faire un film noir pour montrer la diversité du cinéma congolais, pour montrer qu'on est capable de faire autre chose que ce que nous avons l'habitude de faire». Pour les thèmes abordés dans «Hybride», il a indiqué : «Il n'y a pas de thèmes précis. Le but du réalisateur est que vous les trouviez selon votre compréhension du film».

Félicitant le travail abattu malgré les difficultés matériels et autres, l'auditoire a fait des suggestions en vue du développement du cinéma congolais portant, entre autres, sur la formation en tallonage et en lumière. Le public s'est réjoui de se retrouver avec des acteurs du film qui ont pris part à l'activité, notamment Sorel Boulingui, Cleyde Ntari, Dodelvia Itoua et les autres.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

ONU

# Le nouveau chef prône une «toute nouvelle approche» pour éviter les guerres

Le nouveau secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres a prôné mardi une « toute nouvelle approche » pour prévenir les conflits armés, lors de sa première intervention devant le Conseil de sécurité depuis sa prise de fonctions début janvier.

M. Guterres a succédé au sud-coréen Ban Ki-moon le 1er janvier, promettant de faire évoluer l'organisation internationale et de redoubler d'efforts pour résoudre les crises mondiales comme les sanglantes guerres civiles en Syrie et au Soudan du Sud.

L'ancien Premier ministre portugais et ex-Haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés (HCR) a estimé au cours d'un débat sur la prévention des conflits que trop de temps et de ressources étaient consacrés à gérer les

crises plutôt qu'à les prévenir. « Les populations payent un prix trop élevé », a-t-il relevé, ajoutant que, « nous avons besoin d'une toute nouvelle approche ».

Il a fait part de son intention de lancer une initiative afin de favoriser la médiation dans le cadre de son engagement à « doper la diplomatie pour la paix », sans fournir de détails.

Dans un message diffusé à l'occasion du Nouvel An et de son entrée en fonctions, M. Guterres avait dit vouloir faire de 2017 « une année

pour la paix ». Mais son projet de revigorer la diplomatie onusienne reste encore suspendu à l'orientation que prendra la politique étrangère américaine avec le nouveau président républicain Donald Trump, qui entre à la Maison Blanche le 20 janvier. « Beaucoup trop d'opportunités de prévention (des conflits, NDLR) ont été perdues parce que les Etats-membres doutaient des motivations des uns et des autres, et à cause d'inquiétudes concernant la souveraineté nationale », a pour-

suivi M. Guterres mardi.

« Aujourd'hui, nous devons faire preuve de lea-

va entreprendre son premier voyage à l'étranger en tant que secrétaire général, en se rendant à Genève pour participer à une Conférence sur Chypre à laquelle assisteront aussi des représentants des trois pays « garants » de la sécurité de l'île: la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni, ex-puissance coloniale. Il a prévu de retourner dans la ville suisse la semaine prochaine pour rencontrer le président chinois Xi Jinping. La Chine fait partie des contributeurs les plus généreux pour le maintien de la paix et son engagement auprès de l'ONU ne cesse de se renforcer.

AFP

« Les populations payent un prix trop élevé »,

dership et renforcer la crédibilité et l'autorité des Nations unies en mettant la paix au premier plan », a-t-il affirmé.

Plus tard cette semaine, il

CAN 2017

## Les Eperriers du Togo sans les binationaux annoncés par Claude Le Roy

GROUPE C

Dernier qualifié pour cette CAN 2017, le Togo retrouve cette compétition quatre ans après son quart de finale de 2013. Mais ses cadres sont vieillissants et son groupe est relevé.

Malgré les effets d'annonce du technicien français, expert en la matière (il s'est ainsi indûment attribué la venue de Bifouma chez les Diables rouges), l'afflux de binationaux n'a pas eu lieu chez les Eperriers : Gilles Sunu (Angers); Peniel Mlapa (Bochum) et Khaled Narey (Gunther Fürth) n'ont pas répondu à l'appel de Le Roy. Des joueurs annoncés, seul Ihlas Bebou (Fortuna Düsseldorf) renforce la sélection togolaise.

Qualifié miraculeux à cette CAN, par le biais de la 2e meilleure place de deuxième, le Togo devra se sublimer pour sortir du groupe C (Côte d'Ivoire, RDC et Maroc).

Si les tauliers de l'équipe sont présents, quel sera l'état de forme de Kossi Agassa et Emmanuel Adebayor, sans club depuis le début de la saison ? Hommes de base des exploits passés (qualification historique au Mondial 2006, quart de finale de la CAN 2013), les deux hommes sont sur le déclin. Et leur comportement a souvent divisé le football togolais.

Au niveau des autres « valeurs sûres » : Floyd Ayité (4 buts et 2 passes décisives en 16 matchs de Championship); Serge Gakpé (1 but en 7 matchs de Série A); Thomas Dossevi (1 but et 4 passes décisives en 18 matchs toutes compétitions confondues avec le Standard); Serge Akakpo (seulement 4 matchs de 1re division turque au compteur) ou Romao (6 matchs joués avec l'Olympiakos) ne sont pas dans la forme de leur vie.

Les 23 Eperriers du Togo

**Gardiens :** Kossi Agassa (sans club); Cédric Mensah (Le Mans/6e division/France); Baba Tchagouni (Marmande/5e division/France).



Claude Le Roy, qui n'est pas parvenu à faire venir les binationaux espérés, repose ses espoirs sur Emmanuel Adebayor, sans club depuis de longs mois (Seyllou/AFP)

**Défenseurs :** Serge Akakpo (Trabzonspor/Turquie); Vincent Bossou (Young Africans/Tanzanie); Djene Dakonam (Saint-Trond/Belgique); Maklibe Kouloun (Dyto); Gafar Mamah (Dacia Chisinau/Moldavie); Sadate Ouro-Akoriko (Al Khaleej/Arabie saoudite); Hakim Ouro-Sama (AS Togo Port).

**Milieux :** Lalawele Atakora (Helsingborg/Suède); Franco Atchou (Dyto), Floyd Ayité (Fulham/2e division/Angleterre); Ihlas Bebou (Fortuna Düsseldorf/2e division/Allemagne); Matthieu Dossevi (Standard Liège/Belgique); Henritse Eninful (Doxa Katokopias/Chypre); Alaixys Romao (Olympiakos/Grèce); Prince Segbefia (Goztepe Spor/2e division/Turquie).

**Attaquants :** Emmanuel Adebayor (sans club); Komlan Agbeniadan (WAFAGhana); Razak Boukari (Châteauroux/3e division/France); Fo Doh Laba (Berkane/Maroc); Serge Gakpé (Genoa/Italie).

**Sélectionneur :** Claude Le Roy (France).

Camille Delourme

SAISON SPORTIVE 2016-2017

## Le bilan sanitaire pré-compétition des athlètes à prendre au sérieux

« Il ne faut pas attendre qu'un joueur ou pratiquant de telle ou telle discipline meurt sur l'aire de jeu pour comprendre que l'aspect sanitaire des sportifs ne doit pas être relégué au second plan », a expliqué le directeur du Centre médico-sportif, Dr Jean Pierre Okandzé Elenga, déterminé à arrimer le Congo aux réformes exigées par les instances internationales sur la santé des athlètes.

Il n'est pas rare de voir les dirigeants des clubs congolais, toutes disciplines confondues, faire



Jean Paul Okandzé Elenga, directeur du centre médico-sportif Crédit photo Adiac

signer des contrats aux joueurs sur la base de leurs qualités techniques sans chercher à savoir si l'état de santé de ceux-ci pourrait leur permettre de remplir leur part du contrat. « Ce n'est pas parce qu'un joueur a été performant et a terminé la saison écoulée sans blessure qu'il le sera forcément la saison qui suit. Et s'il se révèle inapte pour une raison sanitaire, c'est le club qui perd », à en croire Jean Pierre Okandzé Elenga. Il y a, en effet, des maux qui physiquement sont visibles et d'autres ne le sont pas. Seul un bilan médical complet peut les révéler.

Ainsi, cette saison qui commence quelques réformes ont été apportées au Centre médico-sportif de Brazzaville situé dans l'enceinte du stade Alphonse-Massamba-Débat. En dehors des examens qui s'y faisaient déjà, l'électrocardiogramme a été introduit. Le but étant de s'assurer, entre autres, du bon fonctionnement

cardiaque des athlètes, savoir si leur rythme cardiaque les prédispose à supporter un certain nombre d'effort physique sans craquer... Aussi, la radio-pulmonaire devient une exigence complémentaire. « Pour la saison qui commence, nous ne permettrons pas aux compétiteurs de descendre sur le terrain sans préalablement faire un bilan paramédical », selon Jean Pierre Okandzé Elenga qui a rassuré qu'au fur et à mesure d'autres examens paracliniques seront faits.

Les clubs à jour...

Les équipes engagées en compétitions africaines notamment AC Léopards de Dolisie, Diables noirs, Etoile du Congo et Cara ont déjà réalisé l'ensemble des examens pré-compétitions. Ces clubs ne pouvaient pas en effet qualifier les joueurs sans répondre à cette exigence. Deux autres clubs de Brazzaville qui prennent part au championnat national d'élite ligue 1 l'ont également fait. D'autres ont pris rendez-vous et attendent que l'heure sonne.

La Fecofoot fait le jeu...

Le directeur du Centre médico-sportif a salué le fait que la Fédération congolaise de football a intégré plusieurs aspects protecteurs de la santé des joueurs dans le règlement intérieur de la saison qui débutera le 21 janvier. À l'exception du certificat médical, il faudrait disposer d'un bilan paramédical complet de chaque joueur qualifié pour le championnat.

Par ailleurs, il a plaidé en faveur de l'implantation des Centres médico-sportifs dans les localités de l'intérieur du pays. Celui de Dolisie, selon lui, n'existe que de nom et ailleurs il en manque. À Pointe-Noire, rien n'est opérationnel. En rappel, le Centre médico-sportif que dirige Jean Pierre Okandzé Elenga depuis mai 2016 a pour vocation de faire le suivi de tous les sportifs de haut niveau, les préparer, les suivre pendant et après la compétition. Promouvoir le sport sain à travers la lutte antidopage, former et informer sur les méfaits du dopage, faire la recherche médicale liée au sport, disposer d'une base de données sur les sportifs congolais...

Rominique Nerplat Makaya